

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

F. 85 — 1343 (F. 85 — 945)

19 AVRIL 1985. — Arrêté royal portant octroi de dérogations en application de l'article 4 de la loi du 28 juillet 1981 portant approbation de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction, et des annexes. — Errata

Moniteur belge n° 101 du 29 mai 1985.

Dans le texte néerlandais :

page 8017 : article 3 : lire « van bijlage C1 » au lieu de « voor bijlage C1 ».

Dans l'annexe B :

page 8019 : lire « Biebaw » au lieu de « Biebauw ».

page 8020 : après « Cremers » ajouter « Crete... Jean... 7000 Mons ».

page 8021 : 12e ligne, lire « 2510 Moortsel » au lieu de « Moortsel ».

19e ligne, lire « Delacenserie » au lieu de « Delaeenserie ».

44e ligne, lire « 1338 Couture-Saint-Germain-Lasne » au lieu de « 1338 Couture-Germain-Lasne ».

page 8028 : ajouter

MINISTERIE VAN LANDBOUW

N. 85 — 1343 (N. 85 — 945)

19 APRIL 1985. — Koninklijk besluit houdende toekenning van afwijkingen in toepassing van artikel 4 van de wet van 28 juli 1981 houdende goedkeuring van de Overeenkomst inzake de internationale handel in bedreigde in het wild levende diersoorten, en van de bijlage. — Errata

Belgisch Staatsblad nr. 101 van 29 mei 1985.

In de Nederlandse tekst :

bladzijde 8017 : artikel 3 : lezen « van bijlage C1 » in plaats van « voor bijlage C1 ».

In bijlage B :

bladzijde 8019 : lezen « Biebaw » in plaats van « Biebauw ».

bladzijde 8020 : na « Cremers » bijvoegen « Crete... Jean... 7000 Mons ».

bladzijde 8021 : 12e lijn, lezen « 2510 Moortsel » in plaats van « Moortsel ».

19e lijn, lezen « Delacenserie » in plaats van « Delaeenserie ».

44e lijn, lezen « 1338 Couture-Saint-Germain-Lasne » in plaats van « 1338 Couture-Germain-Lasne ».

bladzijde 8028 : bijvoegen

Annexe C — Bijlage C

Liste des personnes morales visées à l'article 5 de l'arrêté royal du 19 avril 1985

Lijstvanrechtspersonen bedoeld in artikel 5 van het koninklijk besluit van 19 april 1985

Musée Royal d'Afrique Centrale, chaussée de Louvain 13, 1980 Tervuren.

Koninklijk Museum voor Midden-Afrika, Leuvensesteenweg 13, 1980 Tervuren.

Institut Royal des Sciences Naturelles de Belgique, rue Vautier 29, 1040 Bruxelles.

Koninklijk Belgisch Instituut voor Natuurwetenschappen, Vautierstraat 29, 1040 Brussel.

Société Royale de Zoologie d'Anvers, Koningin Astridplein 26, 2000 Anvers.

Koninklijke Maatschappij voor Dierkunde van Antwerpen, Koningin Astridplein 26, 2000 Antwerpen.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 19 avril 1985.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre des Relations extérieures,
L. TINDEMANS

Le Secrétaire d'Etat à l'Agriculture,
P. DE KEERSMAEKER

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 19 april 1985.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Betrekkingen,
L. TINDEMANS

De Staatssecretaris voor Landbouw,
P. DE KEERSMAEKER

EXÉCUTIFS — EXECUTIEVEN

COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 85 — 1344

4 JUILLET 1985. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française fixant les modalités et les conditions de l'entraînement des jeunes cyclistes de 12 à 15 ans, sur ou en dehors de la voie publique

Nous, Exécutif de la Communauté française,

Vu le décret du 5 juin 1985 relatif à la participation des jeunes de moins de 21 ans à l'entraînement et aux compétitions cyclistes sur ou en dehors de la voie publique;

Vu la loi du 1er août 1899 portant révision de la législation et des règlements sur la police de roulage;

Vu l'arrêté royal du 21 août 1987 réglementant les courses cyclistes et les épreuves de cyclé-cross tel qu'il a été modifié ultérieurement, notamment par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 1er mars 1984;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 3 février 1982 réglant la signature des actes de l'Exécutif;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il convient de fixer d'urgence les conditions de participation au sport cycliste des jeunes de 12 à 15 ans en vue de leur éviter de redoutables inconvénients pour l'évolution de leur santé, notamment sur le plan de leur maturité corporelle et psychique;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Santé de la Communauté française et vu la délibération de l'Exécutif en date du 22 mai 1985.

Arrêtons :

Article 1er. § 1er. Le présent arrêté régleme l'application du décret du 5 juin 1985 en ce qui concerne le sport cycliste sur route.

§ 2. A partir de 12 ans, les jeunes peuvent participer, par catégorie d'âge, à un entraînement sous le contrôle d'éducateurs reconnus.

§ 3. Pour pouvoir participer à cet entraînement, les intéressés doivent fournir :

- 1° une attestation d'aptitude médicale délivrée par un médecin agréé tel que stipulé à l'article 13bis de l'arrêté royal du 21 août 1967 réglementant les courses cyclistes, tel qu'il a été modifié par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 1er mars 1984;
- 2° une autorisation de participation signée par leur tuteur légal.

Art. 2. Les éducateurs visés par l'article 1er du présent arrêté sont reconnus par l'Exécutif de la Communauté française, sur proposition des Ministres qui ont les sports et la santé dans leurs attributions, pour une durée ne pouvant excéder deux années, éventuellement renouvelable.

Pour être reconnus, les candidats doivent être détenteurs d'un diplôme de régent ou de licencié en éducation physique.

Peuvent également être reconnus, les éducateurs ayant suivi un programme approuvé par l'Exécutif de la Communauté française et qui sont titulaires d'un diplôme agréé par le Ministre compétent.

Art. 3. L'organisation de l'entraînement qui porte sur deux périodes séparées, est établie annuellement.

Ces périodes s'étendent du 1er mars au 31 mai ainsi que du 1er juillet au 30 septembre de la même année.

Art. 4. Durant la période du 1er mars au 31 mai, les jeunes cyclistes suivent un programme établi par un éducateur reconnu. Ce programme doit être approuvé par les Ministres qui ont la santé et les sports dans leurs attributions.

Le programme comporte une partie théorique relative aux notions de base en matière d'entraînement, de santé, de mesures de sécurité, de code de la route et de mécanique du vélo. Cette partie théorique doit occuper au moins la moitié de la période visée en premier alinéa du présent article.

La partie théorique est suivie d'une partie pratique portant sur l'apprentissage du maniement du vélo, comportant des exercices visant à améliorer l'habileté à rouler, l'équilibre, la vitesse de réaction.

Cette partie porte également sur l'approche des habiletés techniques nécessaires à la course.

Art. 5. Le programme visé à l'article 4 du présent arrêté doit être présenté, chaque année, pour approbation, par l'éducateur reconnu, aux Services de l'Exécutif de la Communauté française, et ce, au plus tard le 1er décembre de l'année précédant l'année au cours de laquelle l'entraînement aura lieu.

Les Ministres qui ont la santé et les sports dans leurs attributions rendent leur décision au plus tard, le 1er février de l'année au cours de laquelle l'entraînement aura lieu.

A la fin de la période visée au premier alinéa de l'article 4 du présent arrêté, le maître de stage responsable communique aux Services de l'Exécutif de la Communauté française, la liste des jeunes qui ont suivi entièrement le programme, et ce, avant le 10 juin de l'année de l'entraînement.

Art. 6. Pendant la période du 1er juillet au 30 septembre, les jeunes qui, au cours de la même année, ont suivi le programme visé à l'article 4 du présent arrêté, peuvent participer à des tests correspondants à leur catégorie d'âge et organisés sous la direction d'un éducateur reconnu.

Sans préjudice des pouvoirs attribués au Bourgmestre, les tests doivent être autorisés par le Ministre qui a les sports dans ses attributions.

Le nombre de tests est limité à dix.

Art. 7. Les tests visés à l'article 6 du présent arrêté doivent répondre aux conditions suivantes :

1° kilométrage maximum autorisé en fonction de l'âge :

- 12 ans : 15 km
- 13 ans : 25 km
- 14 ans : 35 km

2° les tests se déroulent sur un circuit fermé à tout trafic et situé sur une route ayant une largeur d'au moins cinq mètres. Le circuit doit être long d'un kilomètre au moins et de deux kilomètres au plus;

3° les tests ne peuvent se dérouler que le dimanche après-midi;

4° le nombre de participants est limité à vingt jeunes;

5° les tests ne peuvent pas être organisés sous forme de championnat ou de course contre la montre individuelle ou par équipe;

6° toute forme de publicité est interdite;

7° aucun prix, en espèce ou en nature, ne peut être accordé;

8° les participants doivent porter un casque conforme aux prescriptions de l'article 13quater de l'arrêté royal du 21 août 1967, tel qu'il a été modifié par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 1er mars 1984;

9° les participants ne peuvent utiliser que des vélos qui ont un développement maximum de 5,57 mètres;

10° lors du test, il ne peut être perçu ni droit d'entrée pour les spectateurs, ni droit d'inscription pour les jeunes.

Art. 8. § 1er. Une demande d'autorisation doit être adressée, par lettre recommandée, signée et établie en trois exemplaires aux Services de l'Exécutif de la Communauté française, et ce, au moins trois mois avant la date prévue pour l'organisation du test.

§ 2. A la même date, lorsque le test se déroule en totalité ou en partie sur la voie publique, une demande d'autorisation doit être adressée au Bourgmestre de la commune sur le territoire de laquelle se dérouleront les tests, et ce, conformément aux articles 19 à 23 de l'arrêté royal du 21 août 1967 réglementant les courses cyclistes et les épreuves de cyclo-cross.

§ 3. Les tests ne pourront être organisés en totalité ou en partie sur la voie publique que si le demandeur obtient les deux autorisations visées aux § 1er et § 2 du présent article.

Pour les tests se déroulant exclusivement en dehors de la voie publique, l'autorisation du Ministre qui a les sports dans ses attributions suffit.

Art. 9. § 1er. L'autorisation du Ministre qui a les sports dans ses attributions, peut être refusée dans les cas suivants :

- 1° non respect des conditions prévues à l'article 7 du présent arrêté;
- 2° présence, sur le circuit, d'un obstacle pouvant entraîner un accident;
- 3° non respect des dispositions de l'article 11 du présent arrêté.

§ 2. La décision du Ministre qui a les sports dans ses attributions doit être notifiée à l'organisateur du test au moins un mois avant le déroulement du test.

A défaut de notification dans le délai imparti, l'autorisation est présumée acquise.

Art. 10. Le jeune qui participe à l'entraînement au sport cycliste doit être en possession d'un manuel d'instructions valable dont le contenu est établi par le Ministre qui a la santé dans ses attributions.

L'instructeur y inscrit les dates auxquelles le jeune a suivi le programme prévu à l'article 4 du présent arrêté.

L'éducateur reconnu y indique, avant le début du test, l'endroit, la date, l'heure et la distance du test auquel le jeune participe.

L'éducateur reconnu appose sa signature dans le manuel d'instructions lors de chaque test, et ce, afin d'éviter que le nombre maximum de tests autorisés par l'article 6 du présent arrêté soit dépassé.

Art. 11. Durant les deux périodes d'entraînement, les éducateurs reconnus doivent apporter la preuve d'une assurance « responsabilité civile » conformément aux articles 14 à 18 de l'arrêté royal du 21 août 1967, ainsi que d'une assurance couvrant les risques d'accidents dont pourraient être victimes les participants eux-mêmes.

Art. 12. Les mesures transitoires pour permettre l'application du présent arrêté au cours de l'année 1985 sont les suivantes :

§ 1er. Par dérogation à l'article 2 sont reconnus par la Communauté française comme éducateur pour l'année 1985, les éducateurs présentés par la Ligue Vélocipédique Belge, et qui s'engagent par écrit à respecter le programme d'entraînement pratique et théorique établi par la Ligue Vélocipédique Belge.

§ 2. Par dérogation à l'article 4 et à l'article 5 pour l'année 1985, le programme présenté par la Ligue Vélocipédique Belge est réputé approuvé par le Ministre.

§ 3. Le délai de trois mois prévu à l'article 8, § 1er, est ramené à un mois pour l'année 1985.

Art. 13. Le Ministre qui a la santé dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 4 juillet 1985.

Pour l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre-Président,
Ph. MOUREAUX

Le Ministre-Membre,
R. URBAIN

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAP

F 85 — 1344

4 JULI 1985. — Besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve tot vaststelling van de modaliteiten en van de voorwaarden voor de training van de jonge wielrijders tussen 12 en 15 jaar, gehouden op of buiten de openbare weg

Wij, Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 5 juni 1985 betreffende de deelneming van jongeren van minder dan 21 jaar aan de training en aan de wielervedstrijden gehouden op of buiten de openbare weg.

Gelet op de wet van 1 augustus 1899 houdende herziening van de wetgeving en van de reglementen op de politie van het vervoer;

Gelet op het koninklijk besluit van 21 augustus 1967 tot reglementering van wielervedstrijden en veldritten zoals het later werd gewijzigd, inzonderheid door het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 1 maart 1984;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 3 februari 1982 tot regeling van de ondertekening van de akten van de Executieve;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd door de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de voorwaarden voor de deelneming aan de wielersport van jongeren tussen 12 en 15 jaar dringend vastgesteld dienen te worden ten einde hun vreselijke nadelen te vermijden voor de evolutie van hun gezondheid, inzonderheid op het vlak van hun lichamelijke en psychische rijpheid;

Op de voordracht van Onze Minister van Gezondheid van de Franse Gemeenschap en gelet op de beraadslaging van de Executieve op datum van 22 mei 1985,

Besluiten :

Artikel 1. § 1. Dit besluit reglementeert de toepassing van het decreet van 5 juni 1985 betreffende de wielersport op de weg.

§ 2. Vanaf de leeftijd van 12 jaar mogen jongeren, per leeftijdscategorie, aan een training deelnemen onder het toezicht van erkende opleiders.

§ 3. Om aan deze training te mogen deelnemen moeten de betrokkenen het volgende voorleggen :

1° een medisch geschiktheidsattest afgeleverd door een erkende geneesheer als bedoeld in artikel 13 bis van het koninklijk besluit van 21 augustus 1967 tot regeling van de wielervedstrijden, zoals het werd gewijzigd door het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 1 maart 1984;

2° een toelating tot deelneming getekend door hun wettelijke voogd.

Art. 2. De opleiders bedoeld bij artikel 1 van dit besluit worden erkend door de Franse Gemeenschapsexecutieve, op de voordracht van de Ministers tot wier bevoegdheid de sport en de gezondheid behoren, voor een duur die twee jaar niet mag overschrijden, eventueel hernieuwbaar.

Om erkend te worden moeten de kandidaten houder zijn van een diploma van regent of licentiaat in de lichamelijke opvoeding.

Mogen eveneens worden erkend, de opleiders die een door de Franse Gemeenschapsexecutieve goedgekeurd programma hebben gevolgd en die titularis zijn van een door de bevoegde Minister erkend diploma.

Art. 3. De organisatie van de training die loopt over twee onderscheiden periodes, wordt jaarlijks opgemaakt.

Deze periodes zijn verspreid van 1 maart tot 31 mei evenals van 1 juli tot 30 september van hetzelfde jaar.

Art. 4. Tijdens de periode van 1 maart tot 31 mei volgen de jonge wielrijders een programma dat door een erkend opleider werd opgemaakt. Dit programma moet worden goedgekeurd door de Ministers tot wier bevoegdheid de gezondheid en de sport behoren.

Het programma bevat een theoretisch gedeelte betreffende de basisnoties inzake training, gezondheid, veiligheidsmaatregelen, wegcode en fietsmechanisme. Dit theoretisch gedeelte moet minstens de helft van de periode bedoeld in het eerste lid van dit artikel beslaan.

Het theoretisch gedeelte wordt gevolgd door een praktisch gedeelte met betrekking tot het aanleren van de hantering van de fiets, oefeningen gericht op een verhoging van de stuurvaardigheid, het evenwicht en de reactiesnelheid.

Dit gedeelte bevat eveneens het bijbrengen van de rijtechnische vaardigheden die noodzakelijk zijn voor de wedstrijden.

Art. 5. Het programma bedoeld bij artikel 4 van dit besluit moet, elk jaar, door de erkende opleider ter goedkeuring worden voorgelegd aan de Diensten van de Franse Gemeenschapsexecutieve, dit uiterlijk op 1 december van het jaar voorafgaand aan het jaar tijdens hetwelk de training zal plaats grijpen.

De Ministers tot wier bevoegdheid de gezondheid en de sport behoren nemen hun beslissing uiterlijk op 1 februari van het jaar tijdens hetwelk de training zal plaats grijpen.

Op het einde van de periode bedoeld bij het eerste lid van artikel 4 van dit besluit, deelt de verantwoordelijke stageleider de lijst mee van de jongeren die het volledig programma hebben afgewerkt aan de Diensten van de Franse Gemeenschapsexecutieve, en dit tegen uiterlijk 10 juni van het jaar van de training.

Art. 6. Tijdens de periode van 1 juli tot 30 september mogen de jongeren die tijdens hetzelfde jaar het in artikel 4 van dit besluit bedoelde programma hebben gevolgd, deelnemen aan de proeven bestemd voor hun leeftijdscategorie, die georganiseerd worden onder leiding van een erkende opleider.

Onverminderd de aan de Burgemeester toegekende bevoegdheden, moeten de proeven worden toegelaten door de Minister tot wiens bevoegdheid de sport behoort.

Het aantal proeven wordt beperkt tot tien.

Art. 7. De in artikel 6 van dit besluit bedoelde proeven dienen te voldoen aan volgende voorwaarden:

1° maximaal aantal kilometers dat op grond van de leeftijd toegelaten wordt:

- 12 jaar : 15 km
- 13 jaar : 25 km
- 14 jaar : 35 km

2° de proeven worden gehouden op een omloop die afgesloten is voor alle verkeer en die gelegen is op een weg die een breedte van minstens vijf meter heeft. De omloop dient minstens een kilometer en maximum twee kilometer lang te zijn;

3° de proeven mogen slechts gehouden worden op zondagnamiddag;

4° het aantal deelnemers is beperkt tot twintig jongeren;

5° de proeven mogen niet georganiseerd worden in de vorm van een kampioenschap of van een individuele of ploegentijdrit;

6° iedere vorm van reclame is verboden;

7° er mogen geen prijzen in natura of in speciën worden toegekend;

8° de deelnemers moeten een helm dragen overeenkomstig de voorschriften van artikel 13^{quater} van het koninklijk besluit van 21 augustus 1967, zoals het werd gewijzigd door het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 1 maart 1984;

9° de deelnemers mogen slechts fietsen gebruiken die een maximale versnelling van 5,57 meter hebben;

10° bij de proeven mag geen toegangsgeld noch inschrijvingsgeld gevraagd worden respectief van toeschouwers en jongeren.

Art. 8. § 1. Een vergunningsaanvraag moet worden gericht, per aangetekende brief, getekend en opgemaakt in drievoud, aan de Diensten van de Franse Gemeenschapsexecutieve, en dit ten minste drie maanden voor de datum die bepaald is voor het organiseren van de proef.

§ 2. Op dezelfde datum, indien de proef geheel of gedeeltelijk op de openbare weg wordt gehouden, moet een vergunningsaanvraag worden gericht aan de Burgemeester van de gemeente van het grondgebied waarop de proeven zullen gehouden worden, en dit overeenkomstig de artikelen 19 tot 23 van het koninklijk besluit van 21 augustus 1967 tot reglementering van de wielervedstrijden en de veldritten.

§ 3. De proeven zullen slechts geheel of gedeeltelijk op de openbare weg mogen worden georganiseerd indien de aanvrager de twee vergunningen bedoeld bij § 1 en § 2 van dit artikel bekomt.

Voor de proeven die uitsluitend buiten de openbare weg worden gehouden, volstaat de toelating van de Minister tot wiens bevoegdheid de sport behoort.

Art. 9. § 1. De vergunning van de Minister tot wiens bevoegdheid de sport behoort, kan worden geweigerd in de volgende gevallen:

1° niet naleven van de in artikel 7 van dit besluit bepaalde voorwaarden;

2° de aanwezigheid, op de omloop, van een hindernis die aanleiding kan geven tot ongevallen;

3° niet naleven van de bepalingen van artikel 11 van dit besluit.

§ 2. De beslissing van de Minister tot wiens bevoegdheid de sport behoort moet ten minste één maand vóór de proef aan de organisator van de proef worden medegedeeld.

Bij gebrek aan mededeling binnen de opgelegde termijn, wordt de vergunning als bekomen beschouwd.

Art. 10. De jongere die deelneemt aan de training voor de wielersport dient in het bezit te zijn van een geldig instructiehandboek waarvan de inhoud door de Minister tot wiens bevoegdheid de gezondheid behoort is opgemaakt.

De instructeur schrijft er de data in waarop de jongere het in artikel 4 van dit besluit bepaalde programma gevolgd heeft.

De erkende opleider schrijft erin, vóór de aanvang van de proef, de plaats, de datum, het uur en de afstand van de proef waaraan de jongere deelneemt.

De erkende opleider brengt zijn handtekening aan in het instructiehandboek bij elke proef, en dit om te vermelden dat het maximaal aantal proeven, toegelaten bij artikel 6 van dit besluit, wordt overschreden.

Art. 11. Gedurende de twee trainingsperiodes, moeten de erkende opleiders het bewijs leveren dat een verzekering « burgerrichterlijke aansprakelijkheid » werd afgesloten, overeenkomstig de artikelen 14 tot 18 van het koninklijk besluit van 21 augustus 1967, evenals een verzekering die de risico's dekt voor de ongevallen waarvan de deelnemers zelf het slachtoffer zouden kunnen zijn.

Art. 12. De overgangsmaatregelen, ten einde de toepassing van dit besluit tijdens het jaar 1985 mogelijk te maken, zijn de volgende :

§ 1. In afwijking van artikel 2, worden door de Franse Gemeenschap als opleiders erkend voor het jaar 1985, de opleiders die door de Belgische Wielrijdersbond worden voorgedragen, en die zich schriftelijk verbinden het door de Belgische Wielrijdersbond opgemaakte theoretische en praktische trainingsprogramma na te leven.

§ 2. In afwijking van artikel 4 en van artikel 5 voor het jaar 1985, wordt het door de Belgische Wielrijdersbond voorgedragen programma geacht als goedgekeurd door de Minister.

§ 3. De termijn van drie maanden bepaald bij artikel 8, § 1, wordt op één maand teruggebracht voor het jaar 1985.

Art. 13. De Minister tot wiens bevoegdheid de gezondheid behoort is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 4 juli 1985.

Voor de Executieve van de Franse Gemeenschap,

De Minister-Voorzitter,
Ph. MOUREAUX

De Minister-Lid,
R. URBAIN

AUTRES ARRÊTÉS

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Ordre judiciaire

Par arrêté royal du 13 mars 1985 démission de ses fonctions est accordée à la date du 31 juillet 1985 à M. Marlière, R., greffier-chef de service à la Cour d'appel de Mons.

L'intéressé est admis à faire valoir ses droits à la pension de retraite et est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.

Par arrêté royal du 17 avril 1985 démission de ses fonctions est accordée à la date du 31 juillet 1985 à M. Verloigne, H., greffier au tribunal de première instance de Bruges.

L'intéressé est admis à faire valoir ses droits à la pension de retraite et est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.

Par arrêté royal du 7 mai 1985 entrant en vigueur le 31 juillet 1985, M. Portaels, A., greffier au tribunal de première instance de Bruxelles, est admis à la retraite.

L'intéressé est admis à faire valoir ses droits à la pension de retraite et est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.

Par arrêté royal du 22 avril 1985 est désigné en qualité de secrétaire adjoint-chef de service au parquet de la Cour du travail de Gand, pour un nouveau terme de trois ans prenant cours le 1er août 1985, M. François, R., secrétaire adjoint au parquet de cette Cour.

MINISTÈRE DE L'INTERIEUR ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Collecte. — Autorisation

Un arrêté royal du 8 mai 1985 pris en vertu de l'arrêté royal du 22 septembre 1823 contenant des dispositions à l'égard des collectes dans les églises ou à domicile, autorise l'A.S.B.L. « MO.BO » à Courtrai, à organiser jusqu'au 31 décembre 1985 des collectes de vieux vêtements à domicile dans la partie néerlandophone du pays.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

Personnel. — Mise à la retraite

Par arrêté royal du 24 avril 1985, démission honorable de ses fonctions est accordée à partir du 1er mars 1986, à M. Lawalree, André G.C., chef de département (degré II), qui est admis à faire valoir ses droits à la pension de retraite.

Par le même arrêté l'intéressé est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions et à en porter l'uniforme.

ANDERE BESLUITEN

MINISTERIE VAN JUSTITIE

Rechterlijke orde

Bij koninklijk besluit van 13 maart 1985 is op datum van 31 juli 1985 ontslag uit zijn functies verleend aan de heer Marlière, R., griffier-hoofd van dienst bij het Hof van beroep te Bergen.

Belanghebbende mag zijn pensioenaanspraak doen gelden en is gemachtigd de titel van zijn ambt eershalve te voeren.

Bij koninklijk besluit van 17 april 1985 is op datum van 31 juli 1985 ontslag uit zijn functies verleend aan de heer Verloigne, H., griffier bij de rechtbank van eerste aanleg te Brugge.

Belanghebbende mag zijn pensioenaanspraak doen gelden en is gemachtigd de titel van zijn ambt eershalve te voeren.

Bij koninklijk besluit van 7 mei 1985 dat in werking treedt op 31 juli 1985 is de heer Portaels, A., griffier bij de rechtbank van eerste aanleg te Brussel, in ruste gesteld.

Belanghebbende mag zijn pensioenaanspraak doen gelden en is gemachtigd de titel van zijn ambt eershalve te voeren.

Bij koninklijk besluit van 22 april 1985 is aangewezen tot adjunct-secretaris-hoofd van dienst bij het Arbeidshof te Gent, voor een nieuwe termijn van drie jaar met ingang van 1 augustus 1985, de heer François, R., adjunct-secretaris bij het parket van dit Hof.

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN EN OPENBAAR AMBT

Collecte. — Vergunning

Bij koninklijk besluit van 8 mei 1985 genomen krachtens het koninklijk besluit van 22 september 1823 houdende bepalingen nopens het doen van collecten in de kerken of aan de huizen wordt de V.Z.W. « MO.BO » te Kortrijk, de vergunning verleend om tot 31 december 1985 in het Nederlands taalgebied huis-aan-huis collecten te houden van oude kledij.

MINISTERIE VAN LANDBOUW

Personeel. — Pensionering

Bij koninklijk besluit van 24 april 1985 wordt met ingang van 1 maart 1986 eervol ontslag uit zijn ambt verleend aan de heer Lawalree, André G.C., departementshoofd (trap II), die aanspraak heeft op een rustpensioen.

Bij hetzelfde besluit wordt de betrokkene ertoe gemachtigd de ereitel van zijn ambt te voeren en de ambtskleding te dragen.